

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

PRESTATIONS DE LOCATION ET D'ENTRETIEN DE LINGE HÔTELIER ET DE RESTAURATION POUR LA MÉTÉOPOLE

Marché n° 2531I0002

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Procédure de passation du marché.....	4
3. Forme du marché.....	4
4. Documents contractuels.....	4
5. Décomposition du marché public.....	4
6. Durée et prise d'effet du marché public.....	5
7. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
8. Montant du marché public.....	5
9. Notification des informations et des décisions.....	5
10. Description technique des prestations.....	5
11. Modalités d'exécution des prestations.....	6
11.1. Lieu d'exécution des prestations.....	6
11.2. Modalité et périodicité d'exécution des prestations.....	6
11.3. Textiles usagés ou non conformes.....	6
11.4. Bordereau de suivi d'entretien.....	6
11.5. Prestations exceptionnelles.....	7
11.6. Établissement des commandes.....	7
11.6.1. Prestations récurrentes :.....	7
11.6.2. Prestations exceptionnelles :.....	7
11.7. Délais d'exécution des prestations.....	8
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	8
13. Obligations du titulaire.....	8
13.1. Assurances.....	8
13.2. Obligations environnementales du titulaire.....	8
13.3. Qualité du textile.....	8
13.4. Process de lavage.....	8
13.5. Accès réglementé aux locaux.....	8
13.6. Secret professionnel.....	9
13.7. Transfert des données.....	9
13.8. Information et conseil.....	9
14. Établissement des prix.....	9
14.1. Contenu des prix.....	9
14.2. Forme des prix.....	10
14.2.1. Prestations récurrentes.....	10
14.2.2. Prestations exceptionnelles.....	10
14.3. Date d'établissement des prix.....	10
14.4. Variation des prix.....	10
14.5. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	11
15. Paiements.....	11
15.1. Avance.....	11
15.2. Modalités de paiement.....	11
15.3. Intérêts moratoires.....	11
15.4. Établissement des factures.....	12
16. Cession ou nantissement des créances.....	12
17. Pénalités.....	12
18. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	13
19. Clause de réexamen.....	13
20. Protection des données personnelles.....	14
21. Pièces et attestations à fournir.....	14
21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	14
21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	14
21.3. Liste nominative du personnel étranger.....	15

21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	15
22. Résiliation.....	15
23. Litiges et attribution de juridiction.....	16
24. Dérogations.....	16

Cahier des clauses particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché concerne l'exécution des prestations de location et d'entretien du linge hôtelier et de restauration, des résidences A et D, du pôle médico-social et du restaurant administratif, telles que décrites à l'article 10 du présent document, dans le respect des règles d'usage de la profession, des normes techniques et des règlements en vigueur.

2. Procédure de passation du marché

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est une **procédure adaptée** en application des articles R.2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

3. Forme du marché

Le marché public est passé sous la forme d'un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande**, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

4. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement n°2531I0002 et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) n°2531I0002 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
4. l'offre technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;
5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

5. Décomposition du marché public

Le marché public **n'est pas décomposé en lots**.

6. Durée et prise d'effet du marché public

Le présent marché est passé pour **une durée d'un an. Il prend effet à compter du 26/04/2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.** Il est ensuite reconduit tacitement trois fois par périodes successives d'un an. La durée maximale du marché est de quatre ans.

Météo-France peut choisir de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas il notifie par écrit sa décision au titulaire avant la fin de la période en cours, respectant un préavis d'un mois.

Les bons de commandes peuvent être émis durant la période de validité du marché et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

7. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

8. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de trente-neuf mille euros hors taxes (39 000 € HT). Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Il n'est pas fixé de montant minimum.

9. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/FCS, en l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

10. Description technique des prestations

Le présent marché consiste en la location et l'entretien de linge hôtelier et de restauration, pour les studios et chambres des résidences A et D, le pôle médico-social et le restaurant administratif.

Les articles textiles relatifs au présent marché sont les suivants :

- Linge hôtelier : draps, taies d'oreiller, housses de couette, draps de bain, tapis de bain, pour les résidences et pour le pôle médical ;
- Nappes et serviettes pour le restaurant ;
- Sacs : mise à disposition de sacs destinés au transport du linge sale et contaminé ;
- Réceptacles pour linge sale et contaminé.

En cas de contamination, le titulaire fournit une procédure de traitement des objets et les différents contenants spéciaux pour le linge contaminé.

Les quantités d'articles textiles sont répertoriées dans l'annexe financière. Elles constituent un stock de base pour la première année d'exécution du présent marché. Celles-ci sont susceptibles de varier à la hausse comme à la baisse en fonction des besoins de Météo-France.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.1. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations sont réalisées sur le site de la Météopole - 42, avenue Gaspard Coriolis 31057 Toulouse cedex.

Le titulaire installe dans deux locaux réservés les réceptacles pour le linge sale mis gracieusement à disposition en quantité suffisante. Leur entretien est assuré aux frais du titulaire.

Le dépôt et l'enlèvement du linge sur le site de Météo-France sont à la charge du titulaire et sont fixés d'un commun accord entre les parties.

La livraison et le retrait du linge sont effectués en deux points du site, à l'adresse ci-dessous :

Météo-France
42 Avenue Gaspard Coriolis
31057 TOULOUSE Cedex 1
Résidence D et Restaurant administratif

11.2. Modalité et périodicité d'exécution des prestations

La mise à disposition du stock de base est effectuée dans les huit jours suivant la date de prise d'effet du marché et les indications transmises au titulaire lors de la mise en place de la prestation.

La périodicité des enlèvements et du délai de restitution est hebdomadaire. En cas de crise sanitaire, la fréquence peut être diminuée.

Le gardiennage des résidences est assuré par du personnel de Météo-France ou son prestataire. Dans le cadre de ce marché, chaque gardien, ou le personnel du prestataire, est chargé de préparer pour le titulaire, une fois par semaine, le linge sale des bâtiments dont il a la charge.

La restauration est assurée par un prestataire. Dans le cadre de ce marché, le prestataire est chargé de préparer pour le titulaire, une fois par semaine, le linge sale dont il a la charge.

Le titulaire récupère le linge une fois par semaine auprès du gardien de résidence ou du personnel du prestataire, et du gestionnaire du restaurant. Ces derniers remettent au titulaire le linge sale séparé par type d'articles (linge des chambres, linge des studios, linge de toilette, linge de table et divers) et un bon précisant les quantités de linge sale à laver par bâtiment.

Le titulaire rapporte la semaine suivante les articles propres conditionnés et remet obligatoirement un bon de livraison au gardien et au gestionnaire du restaurant précisant les quantités, par article de linge propre, rapportées à chaque bâtiment.

11.3. Textiles usagés ou non conformes

Le titulaire procède au remplacement systématique des articles ne pouvant plus être utilisés (usure, déchirures, tâches persistantes). Le titulaire doit veiller à garantir et maintenir le stock de base indiqué à l'annexe financière du présent marché.

11.4. Bordereau de suivi d'entretien

Le titulaire met à disposition de Météo-France un bordereau mensuel de suivi d'entretien des articles textiles concernés par la prestation d'entretien.

Ce bordereau comprend :

- Le détail des semaines ;
- Les désignations de tous les articles textiles ;
- Les quantités hebdomadaires enlevées et restituées, qui doivent être égales ;
- Les dates d'enlèvement et de restitution des articles textiles.

Ce bordereau sert de base de facturation. Il doit être contresigné par Météo-France.

Si le montant des prestations indiquées dans le bordereau récapitulatif mensuel n'atteint pas le montant minimum forfaitaire de facturation indiqué dans l'annexe financière, ce dernier s'applique de plein droit.

11.5. Prestations exceptionnelles

Il est possible, pour des raisons exceptionnelles, que des besoins non recensés au moment de l'élaboration du marché public mais liés à l'objet du présent marché deviennent indispensables. Un devis est alors demandé au titulaire et soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Si le devis est accepté par Météo-France, un bon de commande est émis qui donne lieu à une facturation au titre du présent marché.

Le montant maximal de ces prestations ne peut excéder 5 % du montant cumulé des bons de commande hors prestations exceptionnelles déjà réalisés au moment de la commande exceptionnelle.

11.6. Établissement des commandes

Le suivi de l'exécution des prestations récurrentes et des bons de commande est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

11.6.1. Prestations récurrentes :

Les prestations récurrentes du marché font l'objet d'un engagement juridique annuel. Seules les prestations exceptionnelles font l'objet d'un bon de commande.

Seuls les bordereaux récapitulatifs mensuels de prestation de nettoyage, établis par le titulaire et contresignés par Météo-France, donnent droit à facturation mensuelle.

Si le montant des prestations indiquées dans le bordereau récapitulatif mensuel n'atteint pas le montant minimum forfaitaire de facturation indiqué, le cas échéant, dans l'annexe financière, ce dernier s'applique de plein droit.

11.6.2. Prestations exceptionnelles :

Les prestations exceptionnelles font l'objet de bons de commande. Ceux-ci sont notifiés par courrier électronique par Météo-France au titulaire.

Le titulaire accuse réception par courrier électronique de chaque commande du correspondant technique identifié, dès que possible et dans les 48 heures ouvrées après réception au plus tard.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, à compter de la date de notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de **HUIT jours calendaires** pour faire connaître ses observations ; passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le bon de commande considéré.

Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité.

Chaque bon de commande prend effet à compter de sa date de notification.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du présent marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;

- la désignation et la quantité de la fourniture ou des prestations commandées ainsi que sa date de démarrage le cas échéant ;
- les prix, unitaires ou forfaitaires selon les prestations ;
- le délai de la livraison le cas échéant ;
- les montants HT, TTC, et le taux de TVA appliqué.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

11.7. Délais d'exécution des prestations

Tout délai imparti dans le présent marché à Météo-France ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai, sauf précision contraire. Le délai s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

12. Constatation de l'exécution des prestations

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG/FCS s'appliquent.

Le bordereau mensuel de suivi d'entretien des articles établi par Météo-France, selon le décompte du titulaire, vaut décision d'admission des prestations.

13. Obligations du titulaire

13.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/FCS.

13.2. Obligations environnementales du titulaire

13.3. Qualité du textile

Le titulaire s'engage à fournir à Météo-France des textiles répondant aux spécifications du label ECOLABEL Européen NF200 ou équivalent.

13.4. Process de lavage

Le titulaire s'engage à utiliser un process de lavage éco-responsable qui permet de maîtriser la consommation d'eau et d'énergie, et qui évite les rejets toxiques.

Les produits lessiviels utilisés doivent répondre aux spécifications du label ECOLABEL Européen NF520 ou équivalent.

13.5. Accès réglementé aux locaux

L'accès à certains sites est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

Le titulaire ou son sous-traitant doit se rapprocher du responsable technique désigné de Météo - France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée des sites de Météo-France, ainsi que son accompagnement vers les locaux mis à disposition. Ces intervenants doivent impérativement

présenter une pièce d'identité. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur les sites, sans que cela suspende les délais d'exécution.

La liste des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable de Météo-France ou les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites peuvent être modifiées par Météo-France au cours de l'exécution du marché public.

13.6. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

13.7. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

13.8. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

14. Établissement des prix

14.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution décrite à l'article 10 du présent marché, et incluent notamment les charges fiscales et parafiscales ou autres taxes, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents au traitement du linge, stockage, conditionnement, à l'emballage, à la fourniture de tous les accessoires indispensables, à l'enlèvement et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et ne comportent pas plus de deux décimales. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

14.2. Forme des prix

14.2.1. Prestations récurrentes

Chaque prestation de nettoyage formant un ensemble cohérent et non sécable entre la location et l'entretien, le marché est conclu à **prix unitaires hors taxes comprenant la location et l'entretien**. Le prix mensuel est calculé sur la base de chaque quantité de linge hôtelier et de restauration et pour chaque type de linge. Ces prix mensuels sont indiqués à l'annexe financière à l'acte d'engagement du présent marché.

Les quantités en stock de linge hôtelier et de linge de restauration sont susceptibles d'évoluer à la baisse comme à la hausse au cours du marché. En conséquence, le prix forfaitaire mensuel par type de linge est recalculé en fonction du nouveau stock notifié par Météo-France au titulaire, et matérialisé par un bon de restitution le cas échéant.

Un minimum de facturation mensuel peut être appliqué par le titulaire. Ce montant est indiqué à l'annexe financière à l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix sont révisables selon les modalités prévues à l'article 14.4 ci-dessous.

14.2.2. Prestations exceptionnelles

Les prix sont fermes.

14.3. Date d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres.

14.4. Variation des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière du marché sont les prix de base. Ceux-ci sont révisés annuellement à chaque date anniversaire de la prise d'effet du présent marché et selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,05 + 0,4 \times S_n / S_0 + 0,20 \times M_n / M_0 + 0,175 \times F_n / F_0 + 0,175 \times EBIQ_n / EBIQ_0)$$

dans laquelle :

P_n est le prix révisé pour l'année n.

P_0 est le prix de base figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Valeur de base des indices (indice 0) : dernière valeur définitive ou révisée et publiée au cours du mois de la date limite de remise de l'offre.

Valeur finale des indices (indice n) : dernière valeur définitive ou révisée publiée à la date de révision des prix.

Le coefficient de révision des prix est calculé par Météo-France et est notifié au titulaire par tout moyen permettant d'en déterminer de façon certaine la date de réception. Il comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. La révision s'opère à la hausse comme à la baisse.

Les indices de référence sont :

S : Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industrie manufacturière. **Identifiant : 001565185 ;**

M : Indice INSEE mensuel de prix d'importation de produits industriels – CPF 13.92 – Articles textiles confectionnés, sauf habillement. **Identifiant 010765133 ;**

F : Indice INSEE mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG NRGX – Energie sauf électricité, gaz, air conditionné, eau (B05, B06, C19). **Identifiant 010764360 ;**

EBIQ : Indice INSEE mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français - MIG EBIQ – Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements. **Identifiant 010764358.**

Météo-France

73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX - France
www.meteofrance.fr @meteofrance
Météo-France, certifié ISO 9001

La lecture de l'indice s'effectue à l'aide de toute publication permettant la reconnaissance certaine de l'indice.

Si l'indice retenu cesse d'être publié, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

14.5. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

15. Paiements

15.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

15.2. Modalités de paiement

- **Les prestations récurrentes objet du présent marché** sont payées mensuellement à terme échu après certification du service fait par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

- **Les prestations exceptionnelles** sont payées à terme échu, après exécution et certification du service fait par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

15.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

15.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : **2531I0002**.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 1800603002117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **31DLPTA**

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

16. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

17. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les dispositions particulières définies ci-dessous s'appliquent.

Les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

- Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations :

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire subit sur ses créances une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 20 € HT.

- Pénalités pour mauvaise exécution des prestations :

En cas de mauvaise exécution des prestations, le titulaire subit sur ses créances une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 20 € HT.

L'application des pénalités s'effectue après la constitution d'un dossier de pénalités, sur l'initiative du pouvoir adjudicateur. Ce dossier est éventuellement complété des observations du titulaire du marché et du responsable du service concerné de Météo-France, afin que le pouvoir adjudicateur prenne ensuite sa décision.

18. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction de la logistique et du patrimoine est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur la logistique et du patrimoine ou son adjoint. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction de la logistique et du patrimoine
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Le correspondant technique de Météo-France est l'adjoint du directeur de la logistique et du patrimoine.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent comptable principal. Ses coordonnées sont :

Météo-France
73, avenue de Saint-Mandé
94165 Saint-Mandé Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 21 du présent cahier des clauses particulières).

19. Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique, les stipulations prévues au présent contrat peuvent faire l'objet de modifications selon les modalités ci-après.

En cours d'exécution, si l'ajout, le retrait ou la modification d'une ou plusieurs prestations deviennent nécessaires, ces ajout, retrait ou modification peuvent être pris en compte par acte modificatif sous réserve qu'ils n'entraînent pas une modification de plus de 15 % du montant HT initial du marché à la hausse ou à la baisse.

Si au cours de l'exécution de marché, l'un ou les indices ou index utilisés pour appliquer la révision des prix prévue au marché disparaît, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la modification de la clause relative à la révision des prix après discussion avec le titulaire.

Pour tenir compte de l'évolution d'une modification rendue nécessaire par des circonstances imprévues voire par l'imprévision de tout élément, l'élément ou les éléments à prendre en compte au titre du marché sont intégrés.

20. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public, Météo-France, le titulaire et ses éventuels sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

21. Pièces et attestations à fournir

21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

21.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

22. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS

Sans préjudices des stipulations du CCAG/FCS, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 21.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au CCAG/FCS.

23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

24. Dérogations

Les articles suivants du présent cahier des clauses particulières déroge aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services, CCAG/FCS.

Articles du CCP	Libellé de l'article	Articles du CCAG/FCS
9	Notification des informations et des décisions	3.1.2
11.6	Établissement des bons de commande	3.7.2
14.4	Variation des prix	10.2.2
17	Pénalités	14